

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Concordance 3

L'UDC, le plus grand parti de Suisse, s'engage pour la concordance



Résultats 6

Aperçu des succès de l'UDC dans les cantons



Immigration 11

Fin de la récolte des signatures le 15 décembre 2011



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

L'UDC est le premier parti de Suisse

Après les élections au Conseil national du 23 octobre dernier, l'UDC reste, et de loin, le parti comptant le plus grand nombre d'électeurs dans le pays. L'UDC porte ainsi une grande responsabilité pour la politique des quatre années à venir. C'est pourquoi elle revendique un deuxième siège au gouvernement lors des prochaines élections au Conseil fédéral, afin d'être représentée correctement aussi au sein du gouvernement.

Le 23 octobre 2011, les Suisses et les Suissesses ont une fois de plus fait de l'UDC le premier parti de Suisse. Et ce, alors que tous les autres partis, les médias et les autorités ont tout fait, ces quatre dernières années, pour l'affaiblir. Le parti maintient sa ligne politique et continuera à se battre au cours de la législature à venir contre un

rattachement à l'UE, pour l'indépendance et la neutralité, pour l'expulsion des criminels étrangers, contre l'immigration massive et pour une place économique forte. Or ce n'est que si l'UDC est représentée comme il se doit au Conseil fédéral, à savoir avec deux sièges, qu'elle pourra assumer pleinement sa responsabilité.



«Au nom de l'UDC Suisse, je souhaite remercier toutes les Suissesses et tous les Suisses pour leur soutien au renforcement de la Suisse»



En route pour la nouvelle législature !

Les élections au Conseil national sont désormais derrière nous et nous le savons : dans la nouvelle législature, l'UDC reste, et de loin, le parti le plus fort au Palais fédéral. 26,6 % des suffrages, c'est certes moins que ce que nous avions espéré mais il s'agit tout de même du troisième meilleur résultat obtenu dans l'histoire de notre parti. Nous nous maintenons dans de nombreux cantons, parfois même bien au-delà de la barre des 30 % d'électeurs.

L'écart avec les autres partis est resté stable, parce qu'en raison de la prolifération des petits partis au centre, les trois plus grands partis politiques ont perdu des parts de suffrages. Le score de tous nos principaux concurrents, le PS, le PLR et le PDC, a lui aussi baissé à des niveaux historiques pour eux. Le PDC n'est aujourd'hui plus qu'un parti à 12 %, et pratiquement inexistant sur le Plateau suisse. Alors que les Verts sont redevenus aussi petits que dans les années 80.

On peut en particulier se réjouir de la montée de l'UDC dans le canton des Grisons, patrie de Mme Widmer-Schlumpf, où nous sommes devenus d'un coup la force politique soutenue par le plus grand nombre de citoyens. Au Tessin et à Nidwald, nous plaçons pour la première fois de notre histoire un conseiller national. Malheureusement, suite à des alliances interpartis ciblées contre l'UDC, nous avons aussi perdu quelques membres de fractions que nous aurions mérités. Malgré un engagement et un combat vigoureux, nous ne sommes donc pas

parvenus à maintenir tous nos sièges. La malédiction du scrutin proportionnel et le manque d'appareil nous ont coûté de précieux mandats. Je souhaite néanmoins remercier chaleureusement tous les membres et participants pour leur investissement personnel sans faille et leur magnifique engagement dans cette campagne électorale 2011.

Deuxième tour des élections au Conseil des États

Les élections fédérales ne sont cependant pas encore terminées. Dans huit cantons, l'UDC lutte pour les sièges restant à pourvoir au Conseil des États. L'UDC attache une grande importance à être représentée comme il se doit dans la Chambre haute. Nous savons et avons toujours su que nous ne pourrions pas y arriver partout dès cette année. Le projet «représentation correcte au Conseil des États» s'étendra sur les 8 à 12 prochaines années. À court terme, nous devons toutefois nous battre pour que notre groupe au Parlement fédéral continue de croître dans les cantons de Berne, d'Argovie, de Zurich, de St.-Gall, d'Uri et de Schwyz avec nos propres candidats, ainsi qu'au Tessin avec une candidature indépendante.

Assez de pain sur la planche

Au cours de la législature à venir, le thème central sera indubitablement celui de l'indépendance de la Suisse. Plusieurs conseillers fédéraux, ainsi que l'administration à Berne, tentent d'arrimer la Suisse par des liens de plus en plus étroits à l'Union européenne. Que ce soit dans le cadre

de la crise de la dette en Europe ou par la voie institutionnelle, à travers une reprise future du droit européen, ou encore par le biais de la compétence des tribunaux ou de tentatives de lier les devises. La fraction UDC au Parlement fédéral aura pour tâche majeure d'empêcher que la Suisse ne prenne des décisions fatales, qui nous amputent à chaque fois un peu plus de notre liberté et de notre souveraineté.

Les attaques permanentes contre les droits du peuple seront un problème récurrent, dans la nouvelle législature plus que jamais. L'UDC devra non seulement défendre et renforcer les droits populaires mais aussi s'opposer à leur sournoise érosion. Les atteintes à nos droits en ce qui concerne les initiatives populaires ainsi que la juridiction dite constitutionnelle doivent être résolument combattues.

De grands chantiers nous attendent aussi au sujet de la garantie des institutions sociales. La prochaine révision de l'AVS est imminente. Une révision de l'AI se fait pressante.

Comme vous pouvez le constater, le travail ne manque pas. Nous sommes motivés et nous nous efforcerons de défendre les intérêts de nos électrices et électeurs

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

Élection du Conseil fédéral – garantir la concordance !

Depuis les élections au Conseil national, le contexte de l'élection de renouvellement de l'ensemble du Conseil fédéral du 14 décembre 2011 est clair. L'UDC a toujours déclaré son attachement à la concordance, selon laquelle les trois partis comptant le plus grand nombre d'électeurs ont droit à deux sièges au gouvernement fédéral et le quatrième parti, à un siège.



par Caspar Baader, conseiller national, chef du groupe, Gelterkinden (BL)

Parce que l'UDC reste, de loin, le parti rassemblant le plus d'électeurs après les élections fédérales du 23 octobre 2011, elle a démontré son droit à deux sièges au Conseil fédéral. La fraction UDC a toujours défendu le respect de la concordance et continuera à le faire durant la prochaine élection du Conseil fédéral.

Ce n'est que si le plus grand parti est représenté par deux sièges au Conseil fédéral et donc entièrement intégré

que l'on peut trouver des solutions solides pour les plus grands défis des années à venir. Il s'agit maintenant de défendre les intérêts du peuple suisse et non de s'accrocher au pouvoir ni de jouer à de petits jeux politiques. Les autres partis doivent mettre cartes sur table, dire clairement s'ils sont favorables à une concordance qui a fait ses preuves ou s'ils souhaitent un gouvernement de coalition.

Normalement, dans un système de coalition, le parti majoritaire forme un gouvernement avec des partenaires qui tirent, quant au contenu, dans la même direction. En revanche, dans un système de concordance, on intègre sciemment toutes les forces politiques, afin qu'elles représentent ensemble une majorité de la population, et ce, justement parce qu'elles défendent

sur des questions centrales des points de vue différents, qui doivent être discutés au sein du gouvernement. Un passage à un système de coalition a cependant aussi lieu en fin de compte, lorsque le parti majoritaire n'est pas entièrement intégré au gouvernement ou que l'on exige du candidat une quelconque profession de foi.

C'est justement cette variante qui est évoquée par certains partis. Il est hors de question que l'UDC plie sous cette pression. Nous désignerons donc nos candidats en appliquant la procédure de sélection qui a fait ses preuves. Le président de groupe propose en outre à la fraction de désigner le conseiller fédéral Ueli Maurer pour l'un des deux sièges à l'élection de renouvellement total du gouvernement.



4 Conseil des Etats

Résultats et 2^e tour au Conseil des Etats

Cette année, l'UDC a mené campagne pour renforcer sa représentation au Conseil des Etats. Lors du premier tour, quatre candidats ont obtenu une majorité absolue et ont directement été élus. Puis dans sept cantons l'UDC a présenté des candidats lors du second tour. Les résultats de six cantons seront connus le dimanche 20 novembre ou le dimanche 27 novembre. Dans le canton de Vaud, le second tour s'est déroulé le 13 novembre et le candidat de l'UDC Guy Parmelin n'a pas été élu en obtenant pourtant plus de 40% des voix.

La décision
20.11.2011



Amstutz
à nouveau au Conseil des Etats

Elus UDC au Conseil des Etats



Roland Eberle
Thurgovie

Alex Kuprecht
Schwyz

Hannes Germann
Schaffhouse

This Jenny
Glaris

In den **Ständerat**
Peter Föhn



Glaubwürdig & Charakterstark!

www.peter-foehn.ch



Giezendanner
in den Ständerat

Überparteiliches Komitee

27. November 2011:

**Ihre Stimme
für ein starkes
St. Gallen
in Bern!**



In den **Ständerat
Brunner**

www.staenderrat.ch

**EU: Nicht
nachgeben!**

Sie
entscheiden!



In den **Ständerat
Blocher**

Überparteiliches Komitee Christoph Blocher in den Ständerat

Jetzt erscht rächt!

Noch heute
wählen!



27. Nov. 2011

Gusti Planzer
Für Uri in den
Ständerat

Bürglen
SVP URI

Pierre-Yves Rapaz, en route pour le Château !

Le candidat au Conseil d'Etat est prêt à porter l'habit de ministre. Il nous livre quelques lignes de son programme politique. Son expérience d'homme de terrain et ses compétences sont un atout pour le canton. Interview : Dany Schaer

Pierre-Yves Rapaz est né avec le style d'un homme de la terre. Il a désormais le profil d'un futur conseiller d'Etat. Il veut actualiser les valeurs d'une droite ferme et unie.

Pensez-vous que les partis de droite sont prêts à partir unis pour maintenir une majorité au Conseil d'Etat?

Je vois dans cette élection l'intérêt supérieur du canton. Nous devons sortir des rivalités partisans sinon nous serons tous perdants. Perdre ce siège voudrait dire ne pas le retrouver avant longtemps. Et ce n'est pas dans l'intérêt du canton ni dans celui des citoyens.

Le canton de Vaud jouit d'un développement économique sans précédent et pourtant les écarts entre riches et pauvres se creusent ?

Une initiative propose le «1:12» – Pour des salaires équitables, elle me paraît raisonnable. Il faut se poser la question d'un rééquilibrage du partage des richesses créées: la valeur ajoutée. Certains domaines sont défavorisés comme l'agriculture, l'hôtellerie, la construction.

Je trouve désolant que des enfants de stations touristiques doivent se délocaliser parce qu'ils ne peuvent plus vivre dans leur village faute de logements à portée de leur bourse. On devrait encourager dans les nouvelles constructions un pourcentage de logements pour les indigènes. Mais l'égoïsme de notre société d'aujourd'hui contribue à ce phénomène.

La confrontation fait-elle partie du jeu politique ?

Elle permet de se rendre visible et de placer nos positions par rapport aux autres mais il faut garder un équilibre entre les émotions et le côté passionnel qui inmanquablement fait partie du jeu politique. Dans le débat, je privilégie la sincérité et la réactivité. J'avoue que mon vécu personnel et professionnel fait que j'ai de la peine à montrer mes sentiments et mes émotions. C'est sans doute ce qui me vaut l'étiquette de «dur».

Quelle conception avez-vous de la vie de famille ?

Dans la mesure du possible, les parents s'occupent de leurs enfants, par

alternance s'ils travaillent les deux. En campagne c'est certainement plus facile, souvent trois générations vivent à proximité et sont disponibles pour la garde des enfants. Ce n'est pas à la société d'élever les enfants mais aux parents. Pour les familles monoparentales ou celles où les deux parents travaillent à l'extérieur je privilégie les mamans de jour. Je suis favorable à un système de déduction fiscale plutôt que le salaire parental. Nous devrions trouver un système qui avantage ces solutions et ne pas compliquer administrativement le travail des mamans de jour.

Demain le costume de ministre avec ses responsabilités ?

Je suis prêt. Dès le moment où l'on entre en politique il faut admettre cette possibilité. C'est aussi un but dans une carrière politique. Un nouveau challenge - j'ai besoin de cette dynamique pour avancer. Conseiller d'Etat est une fonction magnifique. Lorsque le peuple décide on n'est plus tout à fait maître de son destin.

CONSEIL D'ETAT



PIERRE-YVES
RAPAZ

JE SUIS PRÊT !

CENTRE DROITE VAUDOIS

27 novembre

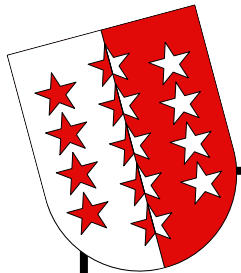
facebook.com/rapaz2011



www.pierreyvesrapaz.ch

6 Succès électoraux

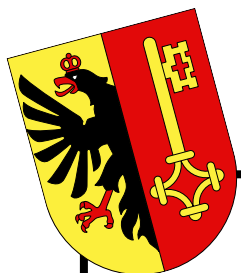
Aperçu des succès UDC dans



En Valais, c'en est fini de la domination historique du PDC et ceci grâce à l'UDC (+3.1%). L'UDC a engrangé plus de 30'000 voix supplémentaires qu'en 2007, soit seulement 5'500 voix de moins que tous les partis de gauche réunis qui ont apparenté leurs listes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'UDC n'a pas pu obtenir un second siège. En l'espace d'une décennie et sous l'impulsion de son président et conseiller national Oskar Freysinger, l'UDC est devenue la seconde force politique valaisanne si on ne tient pas compte des apparentements des listes de gauche.



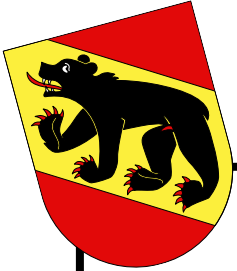
Malgré un score historique de 22.9% des voix (+0.5%), le plus haut score jamais obtenu par l'UDC dans le canton de Vaud, notre parti perd un mandat et n'en conserve que quatre. Guy Parmelin, André Bugnon, Jean-Pierre Grin et Pierre-François Veillon sont réélus alors qu'Alice Glauser est première vient-ensuite. Au Conseil des Etats, Guy Parmelin s'est glissé devant les candidats PLR, obligeant ainsi un second tour aux candidats de gauche sortants. Guy Parmelin a ainsi figuré pour le second tour sur un ticket commun avec le PLR.



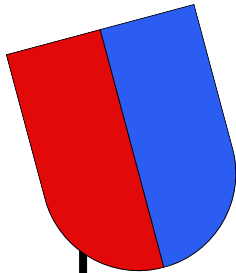
A Genève l'UDC a conservé ses deux mandats malgré un recul de 4.9% de sa part électorale (16.2% désormais). La rude concurrence du MCG - qui a gagné un siège - explique en partie la diminution de l'électorat UDC. Le groupe est heureux d'accueillir une nouvelle venue en la personne de Céline Amaudruz, présidente de l'UDC Genève et députée. Elle remplace André Reymond qui n'a pas été réélu. Céline Amaudruz est la seule nouvelle tête parmi les élus de Suisse romande. Elle accompagne Yves Nidegger qui a terminé en tête de liste.



s plusieurs cantons



La scission avec le PBD subie en 2008 pouvait coûter cher à l'UDC du canton de Berne mais les résultats sont réjouissants car avec 29% des voix, l'UDC est nettement le premier parti du canton et a pu conserver les huit mandats qu'elle possédait déjà. Les sortants Andreas Aebi, Erich von Siebenthal, Rudolf Joder, Hansruedi Wandfluh et Andrea Geissbühler maintiennent leur siège. Adrian Amstutz a également été réélu et il est encore en course pour conserver son mandat au Conseil des Etats (2^e tour le 20 novembre). Ils sont deux nouveaux à siéger au Conseil national pour l'UDC Berne. Il s'agit de Nadja Pieren et d'Albert Röstli. Albert Röstli a été secrétaire général de la direction de l'économie du canton de Berne et occupe actuellement la fonction de directeur de l'interprofession du lait. Il est donc un connaisseur de l'économie, de l'industrie et de l'agriculture bernoise. Nadja Pieren est vice-présidente de l'UDC Suisse et dirige une crèche privée. Elle s'engage contre l'étatisation de l'éducation des enfants.



C'est historique! 90 ans après sa fondation, l'UDC du canton du Tessin obtient pour la première fois un siège au Conseil national. Ainsi l'UDC est enfin représentée dans toutes les régions linguistiques de Suisse au Conseil national. Son alliance avec la Lega dei Ticinesi a été fructueuse car elle a non seulement permis à l'UDC d'obtenir un siège mais la Lega (qui siège avec le groupe UDC à Berne) a également obtenu un mandat supplémentaire. Ainsi se sont désormais trois Tessinois qui travailleront en commun avec le groupe parlementaire. Le représentant de l'UDC n'est autre que le président de l'UDC Tessin Pierre Rusconi qui s'est fortement engagé durant la campagne contre l'immigration incontrôlée qui se déverse au Tessin.



8 Résultats des élections

Garder le sens des propor

L'UDC est de loin le premier parti de Suisse par le nombre de ses électeurs en réalisant le troisième meilleur score de l'histoire. Depuis 1963, aucun parti sauf l'UDC n'a obtenu une part électorale aussi élevée – à l'opposé du PS, du PRD et du PDC qui se retrouvent à des niveaux historiquement bas. Pour le PRD et le PDC, ce fut même le plus mauvais résultat depuis l'introduction du système proportionnel en 1919, pour le PS le troisième plus mauvais résultat. Parler dans ce contexte d'une «UDC démythifiée», c'est ignorer ces réalités. Le résultat des élections de dimanche confirme aussi clairement le droit de l'UDC à un deuxième siège au Conseil fédéral.

Le résultat final définitif des élections au Conseil national se solde pour l'UDC par un recul de la part électorale de 28,9 à 26,6% (-2,3%). Le PS obtient encore 18,7% (-0,8%) des suffrages, le PLR 15,1% (-2,6%), le PDC 12,3% (-2,2%), les Verts 8,4% (-1,4%), les Verts libéraux et le PBP 5,4% (+4,0% resp. +5,4%). Sur les huit sièges perdus par l'UDC par rapport à 2007, quatre avaient déjà dû être abandonnés durant la législature à la suite de la scission du PBD. L'UDC perd donc 4 sièges par rapport au statu quo, mais elle est toujours de loin le premier parti de Suisse par le nombre de ses suffrages et conserve le groupe parlementaire le plus important. Cela dit, l'objectif électoral de 30% a été clairement raté.

Parallèles par rapport à des élections précédentes

Il existe quelques parallèles entre les élections de dimanche dernier et celles de 1987. Les partis verts en pleine croissance et le parti des automobilistes réunissaient à l'époque environ 11% des suffrages. La conséquence était que tous les partis gouvernementaux ont perdu des voix, cédant diversement du terrain aux nouveaux venus. On a constaté le même phénomène en 2011.

Les nouveaux partis PBD et Verts libéraux ont également réuni quelque 11% des suffrages, autant de parts électorales perdues pour les autres partis. Une fois de plus, les quatre principaux partis politiques ont perdu des plumes et l'UDC n'a pas échappé à ce développement. Du point de vue de l'UDC,

on relèvera aussi que l'année électorale 2007, qui a apporté un résultat record au parti, était exceptionnelle à plus d'un titre. La phase finale surtout a été marquée par le complot ourdi contre Christoph Blocher et les manifestations violentes du 6 octobre. La base de l'UDC a été exceptionnellement mobilisée par ces événements. Un tel degré de mobilisation n'a pas été atteint cette année.

Les pertes de sièges s'expliquent aussi pour une part non négligeable par l'absence d'alliances de listes, avec le PLR notamment. Grâce à des alliances ciblées, le centre-gauche a réussi à éviter des pertes, voire à gagner des sièges supplémentaires.

Aussi quelques développements positifs

L'UDC a cependant aussi bénéficié de quelques succès de taille dans ces dernières élections fédérales. L'obtention d'un premier siège au Conseil national dans le canton du Tessin est un important jalon dans l'histoire de l'UDC. Désormais l'UDC est aussi représentative de la Suisse italienne au niveau fédéral. Un mandat au Conseil national a également été conquis pour la première fois dans le canton de Nidwald.

Les bons résultats obtenus dans les cantons, où une scission a dû être surmontée durant la législature écoulée, peuvent également être considérés comme un succès. Dans les Grisons, l'UDC nouvellement fondée est devenue d'emblée le premier parti du canton, un résultat que personne n'atten-

dait l'année passée encore. Le même constat vaut pour la conservation de tous les mandats dans le canton de Berne.

En Valais, l'UDC continue de gagner du terrain (+3,1%), réduisant du même coup la position dominante du PDC. Et n'oublions pas le combat quasi héroïque de l'UDC obwaldienne qui a réussi à augmenter sa part électorale de 10,2% (!). Il a fallu l'alliance contre nature de tous les autres partis pour évincer Christoph von Rotz de sa fonction. Des parts électorales ont également été gagnées dans les cantons du Jura, de Schaffhouse, du Tessin et de Vaud.

Détail réjouissant, la proportion de femmes dans le groupe parlementaire UDC a augmenté. On compte désormais six femmes parmi les 54 conseillers nationaux UDC, dont Natalie Rickli, la parlementaire fédérale ayant obtenu le plus de voix de toutes les conseillères nationales et de tous les conseillers nationaux.

Les jeunes renforcent également leur influence sur la politique UDC au Palais fédéral. L'UDC attaque cette nouvelle législature avec neuf parlementaires femmes et hommes qui ont quarante ans ou moins.

Rétablir la concordance qui a fait ses preuves

Le résultat de ces élections fédérales clarifie la situation en vue des élections générales au Conseil fédéral du 14 décembre 2011. L'UDC a toujours soutenu l'idée de la concordance selon

tions

Parts électorales depuis 1919

(Introduction du système proportionnel)



Présentés comme les grands vainqueurs des élections, les petits partis PBD et Verts libéraux ne totalisent ensemble que 10.8% des voix, c'est moins que le PDC (12.3%) qui - étant le quatrième plus grand parti - est le dernier parti pouvant prétendre avoir un siège au Conseil fédéral. Avec 26.6% des voix, l'UDC réalise le troisième meilleur résultat de son histoire. Par contre, le PDC et le PLR ont connu leur plus mauvais résultats lors des élections du 23 octobre 2011 et le PS le troisième plus mauvais résultats de son histoire.

laquelle les trois premiers partis par le nombre de leurs électeurs ont droit à deux sièges au gouvernement et le quatrième parti à un siège. L'UDC est de toute évidence le parti du Parlement fédéral qui compte le plus d'électeurs, si bien qu'elle a droit à deux sièges au gouvernement. Comme dans le passé, elle s'engagera pour la concordance également dans la perspective des élections au Conseil fédéral à venir.

Il est indispensable que le premier parti de Suisse soit représenté par deux conseillers fédéraux pour relever les grands défis des années à venir comme la question de l'UE, la problématique de l'immigration, l'augmentation de

la criminalité, la garantie des institutions sociales et la sauvegarde des emplois en Suisse. Il s'agit maintenant du bien-être de la Suisse et non plus de tactiques électorales ou d'autres de jeux politiques visant à accaparer du pouvoir. Les autres partis doivent clairement annoncer s'ils veulent poursuivre le système de la concordance ou s'ils veulent former une coalition.

Le cas normal d'un système de coalition est que le parti le plus fort forme un gouvernement avec des partenaires aux positions politiques semblables. Dans un système de concordance cependant, toutes les forces politiques importantes se réunissent pour repré-

senter la majorité de la population même si ou plutôt parce qu'elles défendent des positions divergentes.

Mais une coalition s'établit également quand le parti le plus fort n'est pas pleinement intégré dans le gouvernement ou si on exige des candidats au gouvernement des engagements politiques de toutes sortes. Or, ce sont précisément ces variantes que certains partis avancent aujourd'hui dans le débat. Si effectivement un tel système devait finalement s'imposer, l'UDC devra réfléchir précisément à ce qu'elle va faire. Les autres partis sont donc appelés à clarifier leurs positions avant le 14 décembre 2011.

S'attaquer aux défis de la politique financière et économique

L'augmentation des dépenses de la Confédération se poursuit sans faiblir, alors même que les perspectives économiques sont actuellement tout sauf prometteuses. L'UDC maintient une ligne claire, qui prévoit comme but suprême un État svelte et la réduction de la montagne de dettes de l'État, qui atteint encore près de 110 milliards de francs. Il faut en outre renforcer la place industrielle suisse et de ne pas l'entraver en lui imposant sans cesse de nouvelles charges.



par Bruno Zuppiger, conseiller national, vice-président du groupe, Hinwil (ZH)

Quiconque lit le budget de la Confédération pour l'année prochaine pourrait croire que la Suisse aurait récemment connu une très forte croissance économique et qu'elle ne serait aucunement confrontée aux problèmes liés à la force du franc. On ne saurait expliquer autrement la croissance fulgurante des dépenses prévues par la Confédération.

Alors que les particuliers et les entreprises tentent, en période économique incertaine, de faire des économies, il semble que l'administration fédérale fasse exactement le contraire. Plutôt que de se mettre enfin, comme l'a déjà demandé l'UDC à de multiples reprises, à revoir les tâches de la Confédération et de réduire la croissance des dépenses étatiques, le budget présente pour l'année à venir dans différents domaines une augmentation des dépenses largement plus forte que la moyenne. Des sommes énormes sont approuvées, sans cligner des yeux, par exemple au profit d'organisations internationales, du renforcement des effectifs de l'administration fédérale

ou de mandats de conseil externes. Les charges liées à l'informatique présentent également une croissance disproportionnée et inacceptable.

Cela assombrit les perspectives d'une réduction supplémentaire des dettes de l'État, ce dont nous devons certainement pâtir à l'avenir, dès que les taux d'intérêts changeront. Dans des domaines centraux tels la sécurité, l'assainissement et le financement des institutions sociales ou les transports, nous sommes confrontés à de grands défis financiers. Ceux-ci renforcent la

l'économie dans son ensemble ou même pour certaines branches. C'est le contraire qu'il faut : l'économie nationale et la consommation doivent être relancées par des allègements fiscaux et une réduction de la bureaucratie. C'est la raison pour laquelle l'UDC a soumis au Conseil fédéral et au Parlement un programme de revitalisation complet, propre à préserver la compétitivité de la place économique et industrielle suisse, tout en sécurisant les emplois. Des propositions et motions en ce sens ont aussi été présentées au cours de la session précédente, notamment dans le cadre du débat sur la lutte contre la force du franc.

Le Conseil fédéral et le Parlement sont appelés à agir. Il est inconcevable qu'on exige des particuliers et des entreprises qu'ils surmontent la crise en se montrant particulièrement économes

ou en offrant des produits particulièrement innovants, alors que le budget de l'État poursuit gaillardement sa croissance et qu'on cogite dans les bureaux de l'administration des sources de revenus supplémentaires.

Pour cette raison, les représentants UDC dans les commissions parlementaires ont déjà déposé de nombreuses interventions visant à freiner l'augmentation excessive des coûts, ainsi qu'à réduire les charges fiscales des entreprises et des particuliers et ceci dans toute la Suisse.

“

Le Conseil fédéral et le Parlement sont appelés à agir. Il est inconcevable qu'on exige des particuliers et des entreprises qu'ils surmontent la crise alors que le budget de l'État poursuit gaillardement sa croissance.

”

pression pour l'inclusion de nouvelles sources de revenus. Nous en faisons actuellement l'expérience dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, où les taxes d'incitation sont de plus en plus transformées en impôts et où de nouveaux projets d'éco-impôts se préparent déjà dans les coulisses.

Pas de nouveaux impôts, taxes ou redevances

Compte tenu de l'affaiblissement conjoncturel et des conséquences de la force du franc suisse, des charges supplémentaires s'avèrent fatales pour

Renvoyez les signatures jusqu'au 15 décembre

Après une période de récolte de signatures de près de trois mois, l'initiative populaire « contre l'immigration massive », qui a recueilli plus de 130'000 signatures, peut déjà être considérée comme un succès. Il y aura donc une votation populaire. Cela démontre une fois de plus que l'immigration irrégulière dans notre pays suscite de grandes inquiétudes, et ceci à juste titre. On table après tout sur un chiffre de 10 millions d'habitants en Suisse dans un futur proche.



par Sylvia Flückiger, conseillère nationale, Schöftland (AG)

Au cours des 12 derniers mois, les personnes qui ont immigré en Suisse étaient encore une fois 80'000 de plus que celles qui ont quitté le pays. L'évolution incertaine tout autour du globe fera gonfler encore davantage l'afflux de personnes vers cette Suisse sûre, généreuse et amoureuse de liberté. Cela met notre patrie et notre population en difficulté, parce que la hausse de la conjoncture n'est pas illimitée et présente déjà de nets signes d'affaiblissement.

Or, nos entreprises, en particulier celles du secteur industriel et les PME, souffrent des effets collatéraux de la libre-circulation des personnes, comme par exemple les faux indépendants. Des « Moi SA », prennent le travail de nos entreprises, détruisent des places de travail et il n'existe à ce jour aucune mesure efficace pour les contrer. Les adjudications du secteur public à des entreprises étrangères

plutôt qu'en priorité à des entreprises suisses génèrent d'autres problèmes et la pression sur les prix ne pourra bientôt elle non plus être contenue.

L'immigration nous apporte prospérité et essor économique, nous rabâchent les autres partis. Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit toutefois de l'implacable réalité : l'augmentation du nombre de places de travail en Suisse doit, dans une large mesure, être mise sur le compte du secteur public. Dans l'administration, près de 27'000 emplois à plein temps supplémentaires ont été créés depuis 1990, dans l'éducation et la formation 51'000, dans le système de santé et social 138'000 (source NZZ 30.04.2011).

Les valeurs suisses subissent également de plus en plus la pression de l'immigration massive. Des personnes de cercles culturels étrangers remettent en question nos valeurs constitutionnelles fondamentales, notre liberté, notre démocratie et même notre drapeau suisse!

On remarque aussi la forte criminalité et les prisons surpeuplées qui en résultent, avec 70 % de détenus étrangers, ainsi que la multiplication des abus en matière d'asile.

Trains bondés, routes encombrées, loyers et prix du terrain atteignant des sommets sont d'autres conséquences.

Il est temps de prendre connaissance de ces faits. La situation économique mondiale a fondamentalement changé depuis l'introduction de la libre-circulation avec l'UE. C'est pourquoi il est non seulement légitime mais aussi impératif de mener une réflexion sur les engagements pris et de s'atteler à les adapter.

L'immigration contrôlée n'est pas synonyme de repli sur soi, contrairement à ce qu'on nous reproche régulièrement, mais signifie assumer ses responsabilités envers son pays et son peuple. Nous voulons reprendre en main l'avenir de la Suisse, réguler l'immigration et décider qui peut entrer ou non dans notre maison !

La récolte de signatures pour l'initiative populaire « contre l'immigration massive » prendra fin le 15 décembre 2011. Jusqu'à cette date, toutes les signatures doivent avoir été reçues par le comité d'initiative. Parallèlement, les signatures seront contrôlées, afin que l'initiative puisse être déposée formellement auprès de la Chancellerie fédérale début 2012.



La récolte de signatures pour l'initiative contre l'immigration de masse s'achève le 15 décembre. A cette date au plus tard, il faut nous renvoyer les feuilles de signatures afin de nous permettre de procéder à l'authentification.

12 Les Suisses votent UDC

Qui a voté UDC ? Maintenant Suisses s'expriment !

Je vote UDC, parce que seule l'UDC reconnaît et préserve les valeurs de «ma Suisse».

*Sandra Sollberger,
Bâle-campagne*



Je vote UDC, parce que je veux défendre la culture et l'identité suisses.

Daïki Kunz, Genève



les Suissesses et les

Je vote UDC, parce que c'est le seul parti qui s'engage sans compromis pour la Suisse.



*Sabrina Barp,
Zurich*

Je vote UDC, parce que c'est le seul parti qui s'engage pour le peuple suisse et le maintien de nos valeurs.



*Jan Koch,
Grisons*

Je vote UDC, parce que je veux défendre les traditions suisses: neutralité, indépendance, liberté et sécurité



*Marco Chiesa,
Tessin*



14 Shop UDC

ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

Votre annonce pleine page lue par 10'000 lecteurs pour Fr 1'000.-

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**



Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à **gs@svp.ch**

Impressum

Tirage:	10 000 exemplaires	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Périodicité:	mensuelle	Page 3:	© UDC Suisse
Collaborateurs:	Michèle Berger, Kevin Grangier	Crédit photo	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non-membres.	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch

Réactions de notre bureau «hotline électorale»



Conan L'Heureux: La hotline a été très utile, en particulier pour l'aspect «comment voter correctement». De nombreux appelants se sont montrés très reconnaissants que cette hotline existe, parce qu'ils ne s'avaient pas comment s'en sortir avec le matériel électoral. Heureusement, ces électeurs n'ont pas hésité à appeler la hotline. Dans plusieurs cantons, il n'y avait apparemment pas de mode d'emploi.

Aline Waeber: Comme j'ai pu le constater dans mon travail, il y a d'innombrables personnes pour lesquelles des incertitudes demeurent en ce qui concerne le remplissage du bulletin. De nombreux appelants ne savaient pas exactement comment faire pour panacher ou cumuler. D'autres se sentent perdus au milieu des multiples documents électoraux et ne savent pas ce qu'il faut faire.



Diana Rüsch: À la hotline, j'ai été en contact avec de nombreux membres et sympathisants très satisfaits, ainsi qu'avec toute une série de personnes qui n'avaient auparavant jamais voté UDC mais qui comptaient le faire après leur coup de fil à la hotline. Il y avait bien entendu aussi d'autres appels, de personnes qui nous insultaient mais cela n'a fait que renforcer ma détermination à défendre l'UDC.

Manuel Nyffenegger: Les remarques d'ordre général de la population, les thèmes qui lui tiennent à cœur, ses inquiétudes, ses peurs mais aussi l'espoir placé dans le travail de notre parti m'ont toujours motivé tout au long de mon travail à la hotline. Je constate que beaucoup des appelants avaient des problèmes au sujet des élections du Conseil des États.



La nouvelle Toyota Yaris. Moi aussi, je la veux.
Design sportif, qualité et innovation,
dès Fr. 15'190.–*



La Yaris de 3^e génération possède tout ce que le cœur désire:

- Design dynamique, configuration intelligente
- Habitacle haut de gamme
- Agilité et efficacité optimale des moteurs
- Navigation de pointe, comme Google™ local search

Profitez de sensationnels prix de lancement jusqu'au 31 décembre 2011.

3'910.–
CASH BONUS
ET TOP-LEASING 3,9%



toyota.ch

**Rien n'est
impossible.
Toyota.**

* Prix de vente net conseillé, déduction faite du Cash Bonus (prime «Rien n'est impossible») de Fr. 3'910.–, TVA incl. **Yaris** Terra 1.0 VVT-i, 69 ch, 3 portes, prix catalogue, déduction faite du Cash Bonus (prime «Rien n'est impossible») Fr. 15'190.–, intérêts de leasing Fr. 147.40. **Conditions de leasing:** taux d'intérêt annuel effectif 3,97%, mensualité TVA incl., assurance casco complète obligatoire, acompte 20%, caution 5% du montant du financement (minimum Fr. 1'000.–), durée 48 mois, 10'000 km/an. Top-Leasing 3,9%, valable pour les mises en circulation d'ici au 31.12.2011. Autres variantes de calcul sur demande. Il n'est accordé aucun leasing susceptible d'entraîner le surendettement du consommateur. MultiLease, tél. 044 495 24 95, www.multilease.ch. Cash Bonus (prime «Rien n'est impossible») valable pour les contrats conclus d'ici au 31.12.2011. **Véhicule représenté:** Yaris Style 1,33 Dual VVT-i, 99 ch, prix catalogue, déduction faite du Cash Bonus (prime «Rien n'est impossible») Fr. 21'490.–, intérêts de leasing Fr. 208.55. Le visuel présente des options avec supplément.